



Benmessouad fait un diagnostic du tourisme

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4683 - Mardi 22 janvier 2019 - Prix : 10 DA

Le Cla dénonce
«Des directeurs
ont interdit
aux enseignants
de faire grève»

Page 24

Le D^r Bekkat Berkani propose de «tout remettre à plat»

Comment contenir les départs des médecins vers l'étranger ?

Page 2

France, la violence policière en débat

Par Mohamed Habili

Le 10^e acte des Gilets jaunes s'est joué, samedi dernier, dans plusieurs villes de France, dont bien sûr Paris, sous le double signe des violences policières et du dialogue national initié par Emmanuel Macron, dans le but évident de délégitimer le mouvement. Celui-ci néanmoins reste toujours soutenu par une majorité de Français. Pour limiter la violence policière, qui a fait déjà quelque 2 000 blessés, dont des mutilés à vie, par suite de l'usage de ce qu'on appelle les armes intermédiaires, les manifestants se sont pour la première fois dotés d'un service d'ordre, en plus du fait d'avoir déclaré par avance leurs itinéraires. Ces précautions n'auront toutefois pas empêché les provocations policières en fin de manifestations, tant à Paris qu'ailleurs, dans la ville de Bordeaux plus particulièrement. Les plus hostiles au mouvement dans les médias, qui par la force des choses ont cessé de croire à sa mort toute prochaine, reportent maintenant leurs espoirs sur la fin du Grand Débat national, fixée pour le 15 mars, après avoir un temps cru que son début, le 15 janvier, suffirait à lui seul à le faire retomber. Leur idée est la suivante : le mouvement ne s'arrêterait pas aussi longtemps que durerait le dialogue, car les Gilets jaunes auraient tout intérêt au contraire à prolonger son existence tout ce temps, à la fois en manière de défi et pour peser le plus sur ses résultats.

Suite en page 3

Election présidentielle

Les candidats parasites



PH/D. R.

Les travailleurs saisonniers, intermittents et pigistes de la politique sont de retour, comme à chaque arrivée d'une échéance électorale en général et présidentielle en particulier. Lire page 2

Rencontre ouverte sur la harga
**Un exemple édifiant
de dialogue pluriel**

Page 4

Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou
**«Jusqu'à la fin des temps»
de Yasmine Chouikh en compétition**

Page 13

Election présidentielle

Les candidats parasites

■ Les travailleurs saisonniers, intermittents et pigistes de la politique sont de retour, comme à chaque arrivée d'une échéance électorale en général et présidentielle en particulier.



Ph.D. R.

Par Nadjib Stambouli

Quitte à détourner la formule de Clémenceau, il est clair qu'une Présidentielle est une affaire trop sérieuse pour la confier à des politicards. Alors que les observateurs constataient un silence sidérant de la part de la classe politique, du moins celle qui se considère effrontément comme telle, et voyaient en cette attitude un dédain de l'échéance à venir, l'annonce par le président Bouteflika de la convocation du corps électoral a de fait déglacé cet attentisme. Aux lendemains de cette annonce fixant la date du scrutin présidentiel, les énergies postulantes à la magistrature suprême, parfois sans même connaître le sens de cette lourde charge, se sont libérées, libérant, à une ou deux exceptions près, des intentions peu avouables d'opportunisme. A la toute première annonce faite par le ministre de l'Intérieur, il est fait

état de cinq partis et six personnalités. Rien que ça... Il est évident que ces taux et chiffres sont appelés à monter en flèche les prochains jours, quantitativement parlant (qualitativement, il est plus que permis de douter que ce soit le cas). Faut-il se réjouir ou au contraire s'inquiéter de cet élan et ce regain subit pour le postulat à la candidature ? Le premier réflexe est évidemment de se réjouir et de saluer cet intérêt pour la plus importante échéance électorale, un nombre élevé de candidats étant en principe, mais en principe seulement, un signe de respect des valeurs démocratiques et républicaines du pays. D'ailleurs tous les pouvoirs qui se sont succédé en Algérie se sont faits fort d'encourager cette participation massive à la candidature, en brandissant les nombres élevés comme signe de crédibilité et de bonne santé politique du pays, voire de transparence des élections. A ceci près que cette volonté de multi-

plier les candidats à laquelle d'aucuns ont adhéré en toute bonne foi et en jouant le jeu avec sincérité, avec souvent l'espoir que glaner les suffrages, a été par la suite dévoyée. Si certains ont assez vite compris qu'ils n'ont aucune chance, les résultats les créditant plus d'une mise à l'écart que d'un semblant de soutien, et se sont retirés du paysage politique, d'autres par contre y ont trouvé une aubaine non seulement politicienne, mais aussi financière. Il faut dire que, représentants de partis ou indépendants, ils ont appris chemin faisant à s'engouffrer dans les failles devenues brèche béante de la loi électorale, notamment dans son volet consacré aux dispositions financières, censées être balisées au titre VI de ladite loi. D'ailleurs, ces candidats, pratiquants intermittents de la vocation politique, ne seraient pas revenus à la charge après une longue hibernation entre deux présidentielles, s'ils n'y avaient vu un

intérêt sonnant et trébuchant. Ils viennent, empochent la cagnotte et sans rendre des comptes que personne ne leur demande d'ailleurs, et retournent à leur cachette en attendant l'épisode suivant. Il suffit d'ailleurs de jeter un coup d'œil sur la liste de la première fournée pour se convaincre de la «pulsion gratteuse» comme seule motivation de retrait des formulaires de candidature, étape à laquelle ils se bousculent au portillon pour cette unique raison. Ainsi, dans cette première cuvée de postulants, et pour les seuls partis, on retient les noms de Ali Benflis, président de Talaie El Hourriyet, Abdelaziz Belaid, président du front El Moustakbal, Ali Zaghdoud, président du Rassemblement algérien, Hamidi Lahouari, président du Front des jeunes démocrates pour la citoyenneté et enfin Mahfoud Adoul, président d'Ennasr El-Watani. Les uns sont d'illustres inconnus au bataillon, en attendant l'arrivée

de leurs pairs qui vont éclore à la faveur de cette course électorale. Les autres, plus connus mais non moins ignorés par le citoyen-électeur, sont là pour se faire rappeler au bon souvenir des Algériens après se l'être «coulé douce», hormis quelques pointages formels par des déclarations tout aussi formelles, depuis le scrutin précédent. Tant que l'opportunisme, qui existe certes sous tous les cieux mais qui est plus rentable chez nous, peut se déployer sous le sceau de la permissivité ambiante, autrement dit en toute impunité, ces pigistes politiques auront encore de beaux jours devant eux. Pour ce qui est des candidats autoproclamés «indépendants», il est de notoriété publique que cette prétendue indépendance est adossée à des forces occultes, ce qui ne les exonère pas de viser des intérêts au long cours qui ne s'arrêtent pas aux seules subventions d'une campagne électorale. N. S.

Le D^r Bekkat Berkani propose de «tout remettre à plat»

Comment contenir les départs des médecins vers l'étranger ?

En vue de mettre de fin à la saignée que connaît le corps médical en Algérie, qui voit notamment les médecins quitter le pays par milliers et s'installer à l'étranger, le D^r Mohamed Bekkat Berkani, président du Conseil national de l'Ordre des médecins, appelle les autorités concernées à établir et à maintenir «un véritable dialogue». C'était hier, lors de son passage sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale. A ce titre, sur le départ des 15 000 médecins algériens exerçant en France, dont une grande partie dans «les services de pointe de la médecine», il estimera que tout n'est pas perdu pour le secteur, et qu'il est «possible» de les faire

revenir pour «nous donner un coup de main». Ce ne sera certes pas facile pour eux de revenir définitivement alors qu'ils se sont fait une place ailleurs, soulignera-t-il, mais cela reste possible dans la mesure où certains d'entre eux l'ont fait. Mais pour ce faire, et pour garder les compétences médicales nationales, le docteur Bekkat Berkani plaidera pour l'établissement d'un vrai dialogue «à tous les niveaux» des centres de prise de décisions. «Il faut que les autorités prennent langue avec cette intelligentsia qui est en train de nous quitter, formée à grands frais, et qui va exercer fatalement ses talents ailleurs», soutiendra-t-il. En outre, rappelant que «la

fuite des cerveaux avait commencé à toucher le personnel de la santé pour des raisons multiples», notamment sociales, il appellera ainsi à l'amélioration des conditions sociales des médecins ainsi que celles relatives au travail et à l'enseignement. Il faut «tout remettre à plat» pour améliorer ce secteur, notamment les structures hospitalières, le financement du service public pour être à la hauteur de la demande de la population en termes de soins, a-t-il soutenu.

Effectivement, rappelés que l'année dernière, après un débrayage et des actions de protestation qui auront duré plus de cinq mois et que la tutelle n'a pu

véritablement contenir, près de 4 000 candidats médecins spécialistes ont postulé pour le départ à l'étranger, particulièrement vers la France. Un départ chronique animé, d'une part, par le désespoir de voir leur situation socioprofessionnelle s'améliorer et, d'autre part, par une forte campagne de candidatures 2019-2020 exprimée par la France pour les diplômes de formation médicale spécialisée (DFMS), de formation spécialisée approfondie (DFMSA) ainsi qu'aux épreuves de vérification des connaissances (EVC). Une situation telle que le président du Conseil de l'Ordre, dans une déclaration récente à la presse, a affirmé que «son bureau était pris

d'assaut pour leur délivrer les attestations d'exercice et les certificats de bonne conduite professionnelle exigés dans le dossier». «Il s'agit d'une véritable saignée à laquelle il faut réellement réfléchir et trouver des solutions. Cette volonté de départ est devenue chronique, non pas seulement vers la France mais pour d'autres destinations. L'Allemagne est également un pays recruteur de ces compétences médicales», avait-il alors déclaré, avant d'ajouter qu'«il est temps de s'interroger sur les motivations de ces départs chroniques, ouvrir le dialogue et tenter de retenir cette grande masse qui ne peut être qu'utile pour l'Algérie». Lynda Naili

Assises nationales du secteur

Benmessouad fait un diagnostic du tourisme

■ Les potentialités touristiques diverses de l'Algérie, ainsi que les différents programmes engagés par le secteur, sont, selon le discours établi par le premier responsable du secteur, propices à la relance du tourisme qui connaît actuellement une grande dynamique. Or, dans une vision des professionnels du secteur présents aux Assises nationales du tourisme, le secteur peine à décoller.

Par Louiza Ait Ramdane

L'évaluation de la mise en œuvre du schéma directeur d'aménagement du tourisme (SDAT) pour la période 2008-2018 était en débat lors des assises nationales du tourisme. Pour le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Abdelkader Benmessouad, ce programme stratégique, qui se veut un référentiel pour la relance et la promotion du tourisme à l'horizon 2030, a atteint des résultats probants, en termes de réalisation d'infrastructures hôtelières, de formation des agents du secteur et des projets d'investissement. Il a été réalisé au cours de la période 2008-2018 d'importantes infrastructures d'accueil, indique le ministre. Au cours de cette période, le pays s'est doté de 140 000 établissements hôteliers, de différents standings, contre 60 000 auparavant. Aussi, l'opération de réhabilitation et de modernisation doit être accompagnée d'une prestation de services de qualité, assurée à travers notamment la formation continue de qualité, ajoute le ministre. Selon lui, le secteur du tourisme connaît ces dernières années, une grande dynamique qui se traduit par l'engouement



PH. S. S. / A.

des investisseurs pour la réalisation des infrastructures hôtelières et des projets touristiques. Cet engagement pour l'investissement touristique est le fruit, a-t-il ajouté, des grandes facilités accordées aux investisseurs, dont la décentralisation de l'octroi d'autorisation d'investissement puisque c'est le wali désormais qui aura cette prérogative. Ces facilitations concernent, explique le ministre, le foncier, création d'agences de voyages... Le ministre rappelle également que les conventions

signées avec plusieurs secteurs concernés permettront de contribuer au développement du tourisme, la valorisation des atouts de l'Algérie afin de favoriser le tourisme. Il cite à titre d'exemple les conventions cadres signées avec les compagnies aériennes et les agences de voyages pour réduire les coûts de transport. Estimant que ce secteur est générateur de richesses et d'emploi et valorisant l'image de l'Algérie à l'étranger, le ministre relève que son secteur a connu un saut qualitatif en matière de

formation et un service de qualité. Concernant le flux de touristes algériens qui optent pour les pays voisins en période de congé, notamment la Tunisie, le ministre estime que c'est un bon signe. « Cette affluence vers la Tunisie signifie que le pouvoir d'achat des Algériens est en amélioration », déclare le ministre du Tourisme, ajoutant que « sur les 44 millions d'Algériens, seuls 2 millions optent pour la Tunisie ». Les assises nationales du tourisme permettront de sortir avec des recommandations qui sont le fruit de plusieurs rencontres régionales, indique le ministre.

Par ailleurs, les spécialistes du secteur s'accordent à dire que la problématique du tourisme en Algérie ne réside ni dans les textes législatifs, ni dans la réalisation d'infrastructures d'accueil. Mais le secteur a besoin d'une refonte profonde. Selon les participants « le tourisme est tout et nécessite l'implication de tous à tous les niveaux et dans tous les secteurs ». Selon eux, c'est vrai, le secteur a besoin d'assises nationales afin de débattre des vrais problèmes qui le minent, pourvu que les recommandations soient prises au sérieux. L. A. R.

Matériaux de construction

Vers la réduction de l'importation du marbre et du granit

L'année 2019 sera l'année de la production et de la réduction des importations de marbre et de granit, a indiqué lundi le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Youssi. Lors d'un point de presse organisé en marge de l'inauguration du Salon international de la pierre naturelle, du marbre, de la céramique et de leurs équipements, le ministre a affirmé que l'année en cours marquera le départ effectif de la production de

marbre et de granit dont une grande partie est importée jusqu'à ce jour. Lors de sa visite d'inauguration du Salon, M. Youssi a appelé les exposants nationaux à hisser le niveau de la qualité de leurs produits à travers la qualité de coupe des pierres et leur transformation afin de répondre dans un premier temps à la demande nationale et par la suite pouvoir se tourner vers l'export. Il a également signifié auprès d'exposants étrangers la

pertinence de l'investissement en Algérie dans le cadre d'une production locale à forte intégration. Présent à ce Salon, le président de l'association des céramistes algériens (ACA), Moncef Boudjerba, a expliqué à l'APS que son secteur a connu « une année 2018 difficile » du fait de la suspension de l'importation des intrants de cette industrie au début de l'année écoulée avant de voir rétablir l'importation de ce type de produits. « C'était une

décision qui ne correspondait pas aux besoins de ce secteur, mais depuis, les pouvoirs publics ont compris l'enjeu en modifiant l'approche concernant la prise en charge les problématiques des producteurs de marbre et de céramique », a-t-il indiqué.

Il a en outre précisé que l'Algérie possède 58 usines de production de céramique et de faïence avec une capacité installée de 120 millions de m²/an. L. M.

Economie verte

Une association appelle à plus de facilitations au profit des investisseurs

L'Association des femmes en économie verte (AFEV) a appelé lundi à Alger les pouvoirs publics à accorder plus de facilitations au profit des jeunes désireux d'investir dans des filières relevant de l'économie verte. Invitée par le Forum du quotidien « El Moudjahid », Karima Bergheul, présidente de cette association, a estimé que la promotion de l'économie verte en Algérie est notamment tributaire du degré d'implication du secteur privé, laquelle implication dépend des facilitations accordées, notamment d'ordre fiscal et administratif. M^{me} Bergheul a également plaidé pour doter la commune de plus de préroga-

tives en matière de collecte des déchets pour faciliter l'opération du tri sélectif de ces déchets par les investisseurs potentiels. « Il y a plus de vingt ans, les communes étaient responsables de la collecte des déchets avant que cette prérogative ne soit transférée à la wilaya. Cela a posé des problèmes car la réussite d'une telle mission nécessite l'implication directe de la commune », a-t-elle souligné. Son association, créée en 2013 pour promouvoir l'entrepreneuriat dans l'économie verte, notamment chez les femmes, souffre également de manque de moyens, selon M^{me} Bergheul qui a également appelé les autorités à renforcer

leurs aides financières destinées aux associations écologiques en Algérie. Et avec ça, ces associations, poursuit-elle, « arrivent à faire beaucoup de choses sur le terrain mais leur travail n'est malheureusement pas valorisé par les autorités », a-t-elle regretté. Pour faciliter l'implication des privés dans l'investissement écologique, cette universitaire et chercheuse, spécialisée dans les énergies renouvelables, a proposé, par exemple, de doter le Centre national du registre du commerce (CNRC) d'une nomenclature des métiers verts. « Parfois, le jeune s'adresse au CNRC pour demander un registre du commerce pour exer-

cer un métier vert mais on lui dit que le métier choisi ne figure pas dans la nomenclature des activités reconnues par le Centre », a-t-elle encore regretté. Elle a, en outre, suggéré la création d'un couloir vert au niveau des banques pour financer la création des métiers verts surtout que « le problème majeur pour les entreprises vertes demeure l'accès au financement », selon elle. Depuis 2015, l'association, créée par un groupe de femmes chercheurs, a formé 150 jeunes universitaires à travers deux programmes de formation et s'apprête à lancer le 3^e programme durant l'année en cours. Hania T.

LA QUESTION DU JOUR

France, la violence policière en débat

Suite de la page une

Ces étranges analystes ne sont pas allés jusqu'à dire que c'est le dialogue qui lui a donné un second souffle, et que sans lui par conséquent il serait déjà retombé, mais c'est bien là leur pensée sous-jacente. Un mouvement qui va maintenant sur son troisième mois est crédité par ses adversaires mêmes d'une prolongation de deux autres mois, ce qui au total lui en ferait quatre. Autant dire qu'il n'est pas près de s'arrêter, à supposer qu'il s'arrête jamais. Or la vraie question, ce n'est pas de savoir combien il peut encore durer, lui, mais combien peuvent tenir ceux qui s'empressent à le réduire, le gouvernement tout le premier. Si le Grand Débat se termine, et que lui persiste, le mode de traitement imaginé par Emmanuel Macron pour le juguler n'aura servi à rien, sinon à le renforcer. C'est alors qu'il faudra commencer à réellement craindre les violences policières, bien qu'elles n'aient pas manqué jusque-là. Des voix s'élèvent déjà au sein de l'Assemblée pour les condamner, et exiger l'arrêt de l'emploi des LBD (lanceur de balle de défense), et autres grenades de désencerclement, auxquels on doit les mutilations déjà enregistrées. Par ses méthodes pacifiques, sa poursuite au quotidien à travers le pays, son souci de coller à l'opinion publique, ses mobilisations accrues une fois par semaine, le mouvement s'est donné les moyens de durer longtemps. Qui veut aller loin ménage sa monture. Il est le contraire de l'émeute, acte spectaculaire mais qui est unique ou isolé, quand bien même il s'en produirait fréquemment. Il y eut un moment en Algérie où il ne se passait quasiment pas de jour sans qu'une émeute éclate quelque part, quand ce n'est pas plusieurs à la fois. Jamais ces petits ruisseaux n'ont convergé pour former un grand fleuve en crue. Le mouvement des Gilets jaunes n'a rien d'émeutier, mais tout d'une force tranquille en marche qui sait ne pas faire dans la précipitation, qui a une vision et le sens du rythme. Il n'aurait pu apparaître sous cette forme que dans un pays à forte tradition révolutionnaire. M. H.

Rencontre ouverte sur la harga

Un exemple édifiant de dialogue pluriel

■ La rencontre sur la migration clandestine, ou ce qui porte en Algérie le terme de «harga», a revêtu toute la dimension qu'entendait lui donner le ministère de l'Intérieur, et pour cause...

Par Filali H. Imène

L'ensemble de la société y était représenté, y compris des membres de la société digitale et des journalistes connus pour contredire toutes les thèses officielles, venus côtoyer les associations, les experts, les universitaires, les membres des corps de sécurité, les walis, les élus locaux, les cadres de l'administration centrale, ainsi que les membres du gouvernement directement concernés par ce fléau, notamment les ministres de l'Intérieur, du Travail, de la Jeunesse et des Sports, de la Communication et de la Solidarité et de la Famille.

La nouveauté est là, en termes d'approche, mais aussi en termes de vision. Du point de vue de l'approche, le dialogue et la concertation ont induit une confrontation des idées qui a très vite démontré la pertinence de la mise à l'épreuve des perceptions par la réalité du terrain et le vécu que représentaient, dans cette agora, des jeunes, dont des acteurs des réseaux sociaux très proches du fléau, ainsi que d'autres jeunes antérieurement haraga «repentis» ou présentement en bute à des difficultés sociales et économiques.

Du point de vue de la vision, il s'agit de capitaliser les recommandations sorties de quatre ateliers aux thématiques complémentaires, qu'il s'agisse de l'atelier communication, économie, société civile ou jeunesse, en perspective de leur exploitation en deux temps. Le premier temps est celui du court terme, qui impose de répondre à ces recommandations afin d'endiguer – du moins de commencer à le faire – un fléau (celui de la harga par voie maritime) qui est en train de proliférer au sein de la société, parmi les jeunes, faisant son lot de victimes à chaque traversée. Le second temps, est celui du moyen et du long terme, consistant dans l'intégration d'une partie des recommandations, qui s'y prêtent, dans les programmes de la politique publique de l'Etat,



créant ainsi les conditions d'une action, à l'amont préventif, qui ait son effet et sur les jeunes acteurs de la harga maritime et sur les autres tentés de partir avec un visa malgré leur viabilité sociale

et économique et en dépit de leurs diplômes. Le franc-parler, l'absence de toute censure, la diversité des voix, la confrontation des idées, l'audace créative et tant d'autres qualités qui ont

caractérisé ce débat aux synergies libérées, ont illustré, le temps des deux jours de l'événement, ce qu'il est possible de faire ensemble en tant qu'Algériens, si l'on arrive enfin à se faire confian-

ce et à se départir d'un désespoir que rien, sur le terrain de la réalité en Algérie ne justifie, sinon l'absence de communication, source de méfiance et d'incompréhension. F. H. I.

Conditions de vie à Béjaïa

La route nationale coupée par des habitants d'Oued-Ghir

La RN 12 a été coupée avant-hier par des populations issues de cinq villages de la commune, dont Taourirt Larbaâ, Lamainsra et Amaâdhane. Les manifestants ont obstrué la voie à l'aide de pierres, de troncs d'arbres et autres d'objets hétéroclites, provoquant la paralysie des RN 12 et 26. La route a été coupée près du lieu-dit Kollirama. Les automobilistes ont été contraints d'emprunter la RN 75, soit par Amizour et Tala Hamza vers la RN09 où le trafic routier était très difficile. Les manifestants réclamaient l'amélioration de leurs conditions de vie, notamment le branchement de leurs foyers au gaz naturel après la fin du projet accordé à la commune et le raccordement au réseau de fibre optique. Ils exigent leur part de développement après de

longues années de patience et de promesses. Ils ont également revendiqué l'aménagement du chemin menant aux villages en question, un chemin qui n'est plus carrossable surtout en période de grandes pluies et est devenu inaccessible aux véhicules au fil des années. Le chef de daïra s'est rendu sur les lieux et a écouté les doléances des citoyens, leur assurant avoir contacté le directeur de l'énergie qui l'a informé sur l'avancement des deux lots du projet de raccordement au gaz naturel en faveur des villages en question, à savoir que «le premier est achevé et le second est en cours de réalisation». Cependant, les habitants reprochent aux autorités le retard accusé dans les travaux. «La moitié des habitants la commune

de Oued Ghir est marginalisée», se plaignent-ils, expliquant qu'ils sont «privés des conditions de vie décente contrairement au reste de la municipalité». Les manifestants ne comptent pas suspendre leur action, jusqu'au déplacement du wali en personne. Le chef de daïra a invité les représentants des habitants à une rencontre afin de discuter de leurs préoccupations. Notons que les travailleurs de l'entreprise de textile ALCOTE ont organisé hier une journée de protestation et un débrayage pour revendiquer l'amélioration de leurs conditions de travail, notamment l'augmentation des salaires et les reclassements. Ils ont déploré à la radio le climat lourd régnant au sein de cette entreprise.

Hocine Cherfa

Du 29 au 31 janvier à Alger

13^e Salon national de l'emploi et de la formation

La 13^e édition du Salon national «Carrefour Emploi et Formation» se tiendra du 29 au 31 janvier 2019, à Alger, sous le thème «Citoyenneté et économie digitale», a-t-on appris hier auprès des organisateurs. L'édition de cette année regroupera, en un même lieu et dans les mêmes dates, deux salons qui étaient jusque-là organisés séparément : le Salon du recrutement et le Salon national de la formation continue, selon l'agence de communication et conseil 3C qui organise le salon. Quelque 80 participants et exposants, représentant les entreprises économiques publiques et privées, ainsi que les organismes institutionnels d'aide à l'emploi de jeunes et à l'entrepreneuriat, mais aussi des écoles, des centres et des insti-

tuts de formation, seront présents à l'événement. Les domaines d'activité des entreprises participantes sont très diversifiés et vont de la production de médicaments à l'agro-industrie, en passant par l'industrie, les services, le bâtiment et travaux publics, les prestations de services digitaux et le secteur bancaire. D'importantes structures, à l'image de la Chambre de commerce et d'industrie d'Alger (CCI Mezghena), l'Agence nationale de développement des investissements (Andi), la Fédération nationale des jeunes entrepreneurs (Fnje), la Caisse nationale d'assurance chômage (Cnac) et l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem) prennent également part à cet événement. Le salon, à portée socio-économique,

«constitue une opportunité autant pour les demandeurs d'emploi que pour les entreprises à la recherche de profils pour se renforcer en ressources humaines», ont affirmé les organisateurs, soulignant que «l'espace est aussi un lieu de contact entre les entreprises et les écoles et instituts de formation pour la prise en charge des plans de formation». Certaines entreprises participantes, à l'exemple de l'Entreprise nationale de charpente et de chaudronnerie (Encoc) et Kit Construction, offrent, chacune, plusieurs centaines de postes d'emploi dans différentes spécialités, allant du soudeur à l'ingénieur, en passant par le conducteur d'engins, le chaudronnier, l'électricien, le grutier, le conducteur de travaux et l'architecte, ont-ils précisé. Des

conférences, tables rondes et ateliers sont programmés en marge du salon, dans le but d'explicitier les dispositifs, les règlements, la fiscalité, la politique de l'emploi, les carrières, les métiers, les programmes de formation, la rédaction de CV, la conduite du coaching, la simulation d'entretiens d'embauche, l'élaboration du bilan de compétences. Des activités qui seront animées par des spécialistes dans les domaines de la gestion de la ressource humaine (RH) et de la formation continue. Pour cette nouvelle édition du salon, les organisateurs ambitionnent de dépasser les 25 000 visiteurs. Lors de la précédente édition (2017), le nombre de visiteurs enregistrés a atteint les 20 000.

Amine Gh.

Ouargla

Sensibilisation sur la conservation des produits de la pêche

■ La généralisation de l'utilisation des caisses en plastique pour la conservation et le stockage des produits de la pêche fera l'objet d'une prochaine campagne de sensibilisation dans la wilaya de Ouargla, à l'initiative de la Chambre inter-wilayas de la pêche et de l'aquaculture (CIWPA), a-t-on appris hier auprès de cette dernière.

Par Salem K.

Initiée en coordination avec de nombreux acteurs et des organes de presse, cette campagne cible plus d'une vingtaine de poissonneries actives à travers le territoire des régions de Ouargla, Touggourt et Hassi-Messaoud, pour les sensibiliser sur les avantages d'usage des caisses en plastique alimentaire dans la conservation et le transport des produits de la pêche, a indiqué le président de la CIWPA, Faouzi Habita. Cette campagne fait partie des opérations de sensibilisation menées en application de l'arrêté interministériel de 2010 portant utilisation des caisses en plastique en substitution à celles en bois dans le transport, la distribution et le dépôt des produits de la pêche, a rappelé le même responsable. La campagne consiste en l'organisation, avec le concours des différents acteurs, de sorties sur



le terrain pour informer les poissonniers et les commerçants des produits de la pêche sur les risques encourus de l'utilisation des caisses en bois sur la santé du consommateur, car consti-

tuant des foyers de microbes et de maladies bactériologiques à même de provoquer l'intoxication alimentaire en l'absence d'hygiène et d'entretien du bois. Selon le même responsable, cette action de sensibilisation intervient en prévision de la prochaine journée d'étude et de sensibilisation sur le thème, prévue en février prochain avec la participation des commerçants, des associations professionnelles, et des cadres des directions du commerce, de la pêche et des ressources halieutiques. L'occasion sera mise à profit pour organiser une cérémonie en l'honneur de la plus ancienne poissonnerie de la région de Ouargla, constituant un modèle d'utilisation des caisses en plastique dans la conservation, le stockage et la commercialisation des produits de la pêche, pour le respect des normes de salubrité.

S. K./APS

Forum économique

Messahel représente le président de la République à Davos

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, prendra part, aujourd'hui, en qualité de représentant du président de la République Abdelaziz Bouteflika, aux travaux de la réunion annuelle du Forum économique mondial, à Davos (Suisse), indique hier un communiqué de son département.

«Représentant du président de la République, Monsieur Abdelaziz Bouteflika, le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, prendra part aux travaux de la réunion annuelle du Forum économique mondial, le 22 janvier 2019, à Davos-Klosters (Suisse)», précise la même source. En tant que panéliste, le

ministre des Affaires étrangères animera une session intitulée «Paix et réconciliation nationale», organisée par le Forum économique mondial, où il fera une contribution sur «l'expérience algérienne en la matière, notamment, la politique de réconciliation nationale conduite par le président de la République, Abdelaziz

Bouteflika», ajoute le communiqué. Le Forum de Davos, qui est à sa 49^e édition «est un rendez-vous annuel important qui vise à contribuer à l'élaboration de l'agenda international sur les questions politiques, économiques, socioculturelles, et de paix et de sécurité internationales», souligne le MAE.

Hassen B.

Chine

La production industrielle en hausse de 6,2%

La production industrielle de la Chine a augmenté de 6,2% sur un an en 2018, contre une croissance de 6,6% en 2017, a annoncé hier le Bureau d'Etat des statistiques (BES). La structure industrielle a poursuivi son amélioration l'année dernière. La production dans les secteurs de haute technologie, les industries stratégiques émergentes et le secteur de la fabrication d'équipements ont respectivement progressé de 11,7%, 8,9% et 8,1%. La production des voitures de chemin de fer a connu un bon de 183% en 2018, alors

que celle des véhicules à énergie nouvelle a progressé de 40,1%, selon le BES. La production industrielle, officiellement appelée valeur ajoutée industrielle, est utilisée pour mesurer les activités des grandes entreprises désignées dont le chiffre d'affaires est supérieur ou égal à 20 millions de yuans (environ 3 millions de dollars).

La production de charbon brut en hausse de 5,2%

La production de charbon

brut de la Chine a connu une croissance stable en 2018, alors que le gouvernement s'efforce de réduire les capacités de production obsolètes et encourage les capacités de haute qualité, selon les données officielles publiées hier. La Chine a produit 3,55 milliards de tonnes de charbon brut l'année dernière, soit une hausse annuelle de 5,2%, a indiqué le Bureau d'Etat des statistiques dans un communiqué. Ce taux est supérieur de deux points de pourcentage à celui de 2017. En décembre, la production de charbon brut de la Chine

a totalisé 320 millions de tonnes, en hausse annuelle de 2,1%.

La Chine a conservé une croissance stable de l'emploi

La Chine a connu une croissance stable de l'emploi en 2018, selon des données publiées hier par le Bureau d'Etat des statistiques.

Le nombre de création d'emplois dans les régions urbaines a atteint 13,61 millions en 2018, 100 000 de plus que l'année précédente et dépassant l'objectif

annuel du gouvernement. Pour la sixième année consécutive, ce nombre a dépassé les 13 millions en 2018. Le taux de chômage enregistré de la Chine dans les régions urbaines était de 4,9% en décembre, 0,1 point de pourcentage de moins qu'en décembre de l'année précédente. Le taux est demeuré en deçà de l'objectif du gouvernement de maintenir le taux de chômage enregistré dans les régions urbaines à moins de 5,5% en 2018.

L. O.

Brésil

La production de café prévue à la baisse

La récolte de café au Brésil devrait chuter de 11,6% à 18,1% cette année par rapport à 2018, selon les dernières prévisions de la Compagnie nationale d'approvisionnement (Conab). La précédente récolte du premier pays producteur et exportateur de café avait atteint un niveau record de 61,7 millions de sacs de 60 kg. En 2019, celle-ci devrait être comprise

entre 50,48 et 54,48 millions de sacs, selon la même source. La récolte de café arabica, qui représente plus de 70% du café produit au Brésil, devrait reculer de 19,6% à 23,9%, atteignant un niveau compris entre 36,12 millions et 38,16 millions de sacs. Cette baisse est imputable au cycle biennal négatif de la variété, qui alterne une année de grande floraison et une année

de floraison moins intense. Dans le Minas Gerais, principal État brésilien producteur de la variété, la Conab prévoit une production comprise entre 26,10 millions et 27,34 millions de sacs, contre 32,97 millions de sacs l'an dernier, soit une baisse de 17,1% à 20,8%. La récolte de café robusta devrait en revanche enregistrer une hausse de 1,3% à 15,2% par rapport à la précé-

dente, passant de 14,17 millions de sacs en 2018 à une production comprise entre 14,36 millions et 16,33 millions de sacs. Dans l'Espirito Santo, le principal État brésilien producteur de la variété, la production devrait être comprise entre 9,48 millions et 11,27 millions de sacs contre 8,99 millions de sacs l'an dernier, soit une hausse comprise entre 5,5% et 25,4%. L'Espirito

Santo, ainsi que l'État de Rondônia, «disposent d'une meilleure technicité de la production, de meilleurs matériaux génétiques pour la culture, ainsi que de conditions climatiques considérées plus favorables au développement de la culture en comparaison avec ces dernières années», souligne la Conab.

R. E.

Mila

Extension des surfaces irriguées à plus de 18 000 ha



■ La superficie des terres agricoles irriguées dans la wilaya de Mila, est passée de 11 500 hectares en 2017 à plus de 18 000 ha l'année suivante, a indiqué dimanche, le directeur local par intérim des ressources en eau.

Par Dalil Y.

Ce responsable a révélé que cette extension «remarquable» des surfaces irriguées au titre de la précédente saison agricole, à la faveur de l'exploitation des eaux des barrages de Beni Haroun et Grouz en plus de certains cours d'eau a profité à l'arboriculture et aux cultures maraîchères et céréalières.

L'utilisation de l'irrigation d'appoint des céréales durant la campagne 2018 a bénéficié à 2770 ha, a déclaré la même source, soulignant les effets

positifs de ce système sur l'augmentation des récoltes mais aussi sur la production de l'ail.

Par ailleurs, la levée du gel sur les projets de 80 forages agricoles, la mise en service de la première tranche du périmètre agricole à Tleghma sur une surface de 301ha ainsi que la réalisation d'une nouvelle retenue collinaire dans la commune de Derradji Bouslah, d'une capacité de stockage de 200 000 m3, sont autant de facteurs ayant concouru à l'extension des surfaces irriguées dans la wilaya de Mila.

La superficie des terres irriguées est susceptible d'augmenter fortement cette année à la faveur de la mise en service des deux tranches restantes du périmètre agricole sur plus de 4 100 ha, et des multiples facilités octroyées par les autorités de la wilaya en matière de forage agricole, a conclu M. Bencheikh El Hocine

Samy T.

D. Y./APS

En recul de 35,26% en 2018

Batna : les accidents de la route en nette baisse

Les accidents de la circulation routière dans la wilaya de Batna ont baissé de 35,26 % en 2018 comparativement à 2017, a-t-on appris dimanche auprès du groupement de wilaya de la Gendarmerie nationale.

En 2018, 156 accidents routiers, ayant fait 72 morts et 259 blessés, ont été enregistrés, tandis que 241 accidents ayant causé la mort de 100 personnes et fait 404 blessés, ont été signalés en 2017, a-t-on indiqué.

Ce recul s'inscrit dans le cadre de l'objectif tracé par le commandement de la Gendarmerie nationale de réduire de 20 % les accidents de la route et a été le fruit de l'intensification des campagnes de sensibilisation et l'utilisation de moyens techniques dont le radar, a-t-on précisé.

Les axes routiers ayant été le théâtre du plus grand nombre d'accidents ont été la RN-28 entre Batna et Msila (23 accidents), la RN-3 entre Batna et Constantine (19), la RN-75 (13)

et la RN-78 B (13), a noté le groupement de wilaya de la gendarmerie, soulignant que l'excès de vitesse a été à l'origine de 77 de ces accidents.

Le nombre de points noirs du

trafic concentrant les accidents a été réduit durant 2018 de 12 à 7 se trouvant essentiellement sur les RN-3, RN-28 et RN-75, selon la même source.

Souk Ahras

24 entreprises s'engagent à faire bénéficier des jeunes recrutés en CTA de CDI

Vingt-quatre établissements économiques des 124 que compte la wilaya de Souk Ahras, totalisant 757 travailleurs recrutés dans le cadre des contrats de travail aidé (CTA), se sont engagés à faire bénéficier ces jeunes de contrats à durée indéterminée (CDI), a indiqué dimanche le directeur de l'agence de wilaya de l'emploi (Awem), Abderrezak Mazouz. Ces établissements publics et privés ont bénéficié des avantages accordés pour l'aide au recrutement, notamment la réduction des cotisations auprès des services de la sécurité sociale, a

précise la même source, détaillant que ces facilitations imposent aux entreprises économiques d'intégrer les jeunes recrues dans le cadre d'un CDI. Cette opération, a-t-il ajouté, qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des directives du ministère de tutelle et de la direction générale de l'Agence nationale de l'emploi, vise principalement à assurer «l'intégration réelle» du personnel recruté, dans une première étape en CTA. Le responsable a assuré que le contrôle de ces entreprises économiques en matière d'insertion des travailleurs se poursuit, soulignant

qu'en cas de non application des engagements pris, des procès d'infractions seront établis et adressés aux parties concernées.

Ce procédé a pour objectif la préservation des postes d'emploi créés dans le cadre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP), le renforcement des capacités des sociétés économiques en matière de main-d'œuvre qualifiée tout en contribuant à la réduction du taux de chômage des diplômés universitaires et des promus des instituts et centres de formation professionnelle, a affirmé la même source.

May T.

Eau potable

L'ADE engage des travaux de réparation du réseau pour Zbarbar et Guerrouma

Des travaux de réparation du réseau d'alimentation en eau potable (AEP) ont été engagés dimanche par les services de l'Algérienne des eaux (ADE) suite à une panne enregistrée près de Médéa provoquant l'interruption de l'approvisionnement des communes frontalières Zbarbar et Guerrouma (Ouest de Bouira), a-t-on appris auprès de l'ADE.

«L'alimentation en eau potable à partir du barrage Koudiet Acerdoune pour Zbarbar et Guerrouma a été interrompue en raison des travaux de réparation d'une panne causée par une entreprise des travaux publics sur une conduite principale près de Médéa. Nous avons engagé des travaux pour réparer le réseau», a expliqué à l'APS la chargée de la communication de l'ADE de Bouira, Souad Khelifa.

La même responsable a assuré en outre que tous les moyens nécessaires, matériels et humains, avaient été mobilisés pour réparer le réseau afin de permettre la reprise de l'alimentation en eau potable le plus vite possible pour les deux communes touchées par cette interruption.

Plusieurs quartiers de la ville de Lakhdar (ouest de Bouira),

à l'image de Lekouir, Tizi El-Bir, Lakabar 01, Soulafa et Houmana, seront également privés d'eau potable à partir de mardi prochain suite aux travaux de maintenance et d'entretien

que compte engager l'ADE au niveau de la conduite principale et du réservoir 2 000 m³, a ajouté Mme Khelifa.

Hani D.

Bordj Bou Arreridj

Lancement des opérations d'aménagement d'axes routiers de la commune de Colla

Des opérations d'aménagement des routes dans la commune de Colla, située au nord de Bordj Bou Arreridj ont été lancées, a-t-on appris dimanche, auprès des services de la wilaya.

Ces travaux ont été dictés par l'état de détérioration des routes de cette collectivité, engendré par les chantiers du projet de transfert des eaux depuis le barrage de Tichy Haf (Béjaïa), a précisé la même source, détaillant que l'installation des conduites d'adduction d'eau et les réseaux de distribution pour l'alimentation en eau potable depuis le barrage de Tichy Haf vers Colla ont

endommagé des axes routiers menant vers les divers sites d'habitation de cette collectivité locale. Plus de 50 millions DA ont été alloués par l'Assemblée populaire communale (APC) pour la réhabilitation des routes de Colla, a-t-on noté, soulignant que le projet est inscrit dans le cadre du programme de développement local, visant l'amélioration du cadre de vie des citoyens.

Une autre opération portant réhabilitation du chemin communal (CC) entre le siège de l'APC et la vieille Colla en passant par le site archéologique, la mosquée Amokrane est incluse dans ce chantier, a-t-on assuré, indi-

quant que ce projet est destiné à faciliter l'accès à ce site et à encourager les visiteurs de la région à se rendre dans la vieille ville de cette collectivité locale. Aussi, une correspondance de l'APC de Colla a été adressée aux services de la wilaya pour le financement des travaux d'entretien du chemin de wilaya (CW) 43 dans son segment relevant de la même localité, a-t-on fait savoir.

A signaler que ces projets, qui constituent une des principales préoccupations des citoyens, permettront, une fois concrétisés à faciliter le trafic dans la commune de Colla.

R. R.

Import/export

Le Canada devient le plus important marché importateur d'huile d'olive tunisienne

■ L'huile d'olive conditionnée tunisienne a pu conquérir le marché canadien avec 766 tonnes en seulement deux mois (novembre et décembre derniers), dépassant l'Espagne et l'Italie, a indiqué dimanche l'Office national de l'huile (ONH) de Tunisie.

Par Moncef G.

Aux Etats-Unis, l'huile d'olive tunisienne se trouve en 4^e position au titre de ventes après l'Italie, l'Espagne et le Portugal.

«Le Canada devient ainsi le plus important marché importateur d'huile d'olive conditionnée tunisienne suivi par les Etats-Unis d'Amérique et la France (...) Les ventes d'huile d'olive tunisienne embouteillée a devancé celles des huiles espagnole et italienne sur ce marché», a fait savoir le président-directeur général de l'ONH, Chokri Bayoudh. Selon lui, «cette performance s'explique par le pari des exportateurs tunisiens sur le marché canadien (...) Le consommateur canadien s'est inspiré de la bonne prestation de ce produit sur le marché américain». Sur l'ensemble de l'actuel de la saison oléicole 2018-2019 (1^{er} novembre jusqu'à fin décembre), la Tunisie espère commercialiser plus de 22 000 tonnes d'huile d'olive conditionnée contre 18 700 tonnes exportées au cours de la saison écoulée (2017-2018), soit une hausse de 17%. A noter, dans ce sens, que l'huile d'olive conditionnée représente 10% de l'ensemble des exportations d'huile d'olive tunisienne.

Les exportations tunisiennes en huile d'olive ont atteint 33 357 tonnes (jusqu'à présent) pour une valeur de l'ordre de 292 millions de dinars (environ 96,5 millions de dollars) véhiculées vers plus de 55 pays et dont la majorité des quantités en vrac.

L'huile d'olive tunisienne s'oriente, à raison de 77%, vers le principal marché importateur, l'Union européenne. Cependant, ce produit phare de la Tunisie devient de plus en plus demandé en Suisse (45 tonnes), outre dans les pays du Golfe et d'autres pays à savoir le Danemark (39 tonnes), la Chine



(19 tonnes) et l'Ukraine (14 tonnes). Selon M. Bayoudh, «cela ne cache pas la baisse de la production d'environ la moitié par rapport à la saison 2017-2018».

En effet, pour la saison 2018-2019, la production tunisienne en huile d'olive s'estime à 140 000 tonnes contre 325 000 tonnes lors de la saison précédente (2017-2018).

M. G./APS

Sud de la Libye

L'ONU préoccupée par la mobilisation militaire en cours

La Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) a fait part dimanche de ses inquiétudes quant à la mobilisation militaire en cours dans le sud de la Libye.

«La Manul est très préoccupée par les rapports en provenance du sud du pays, qui font état d'une mobilisation des forces armées et d'une escalade de déclarations et de contre-déclarations indiquant un risque

croissant de conflit imminent», a déclaré la Mission dans un communiqué.

Ghassan Salamé, chef de la mission, a invité toutes les parties en présence dans la région à «faire preuve d'une retenue maximale».

«J'ai visité la ville de Sabha la semaine dernière, et j'ai pu voir que les habitants du sud, qui représentent toutes sortes d'ethnies et de

factions politiques, avaient vraiment envie de surmonter les questions qui les divisent pour donner un avenir meilleur à leur région», a-t-il affirmé.

La semaine dernière, l'armée libyenne basée dans l'est du pays a annoncé le lancement d'une opération militaire contre le crime et le terrorisme dans le sud du pays.

Kamel L.

Migrants

Un cargo porte assistance au canot en détresse au large de la Libye

Un cargo battant pavillon de la Sierra Leone a porté dimanche soir assistance à l'embarcation en détresse au large de Misrata, en Libye, avec 100 personnes à bord, ont rapporté les médias italiens. Le navire de commerce, «sous coordination libyenne, a commencé à prendre à son bord les 100 migrants du canot», a confirmé sur Twitter le ministre italien des Transports, Danilo Toninelli. «Tout se déroule selon les conventions internationales, les naufragés iront à Tripoli», a-t-il précisé. L'ONG allemande Sea-Watch avait annoncé plus tôt que son navire, le Sea-Watch 3, se dirigeait vers cette nouvelle embarcation en difficulté en Méditerranée centrale. «Le Sea-Watch 3 est en direction du cas en détresse signalé par Alarm Phone, pour lequel aucune autorité ne répond à notre connaissance», avait annoncé Sea-Watch sur Twitter. «Nous sommes à environ 15 heures de distance, nous ne pouvons pas couvrir seuls la Méditerranée, où on laisse des gens mourir». En début de soirée, le gouvernement italien avait pour sa part indiqué dans un communiqué «être en contact permanent» avec les gardes-côtes libyens afin qu'ils interviennent «et mettent en sécurité les migrants qui sont à bord du canot en difficulté».

«Après plusieurs jours de mer agitée, les trafiquants d'êtres humains ont profité de ce week-

en de mer calme pour agir à nouveau», avait ajouté la présidence du Conseil de ministres. L'ONG Sea-Watch avait annoncé samedi avoir déjà secouru 47 migrants sur son navire et réclamé «une solution rapide» dans le cadre du droit international. Alarm Phone, système d'assistance téléphonique pour les personnes en détresse en Méditerranée, a indiqué sur Twitter avoir été alerté dimanche matin par un canot en détresse avec 100 personnes à bord à environ 60 milles au large de Misrata, à l'est de Tripoli.

Alarm Phone a assuré avoir avisé les centres de coordination des secours de Malte et de Rome : «Ils nous ont tous les deux adressés au centre de secours et de coordination de Tripoli (JRCC) en tant qu'autorité compétente. Jusqu'ici nous n'avons pas reçu de réponse, on ne peut même pas confirmer qu'ils ont reçu notre message», avait indiqué Alarm Phone en milieu d'après-midi. Dans un tweet posté à 14h50 GMT, il a décrit une «situation désespérée» sur le canot et rap-

porté une conversation avec une personne à bord qui disait : «Je ne pourrai bientôt plus parler, je gèle». Alarm Phone a indiqué un peu plus tard qu'un avion militaire avait survolé le canot et que, d'après les descriptions, il s'agissait d'un appareil espagnol de l'opération européenne Sophia, qui lutte contre le trafic des migrants.

Plusieurs dizaines de migrants sont morts ces derniers jours en Méditerranée au cours de deux naufrages, a annoncé samedi le Haut Commissariat

des Nations unies pour les réfugiés (HCR), évoquant un bilan de 170 morts. Un premier naufrage survenu en fin de semaine au large des côtes libyennes aurait fait 117 victimes selon les témoignages de trois rescapés, rapportés samedi par l'Organisation internationale sur les migrations (OIM). Le HCR a également évoqué un autre naufrage survenu en mer d'Alboran (entre Espagne et Maroc) dans lequel 53 personnes auraient trouvé la mort.

Ghani T.

Parti communiste français

«Le Parlement européen viole le droit international au Sahara occidental»

Le Parti communiste français (PCF) a affirmé que le vote par le Parlement européen sur l'extension de l'accord de tarifs douaniers préférentiels aux territoires du Sahara occidental sous occupation marocaine est une violation du droit international. «En violation d'une décision de la Cour européenne de justice de 2016, le Parlement européen vient de voter l'extension de l'accord de tarifs douaniers préférentiels aux territoires du Sahara occidental sous occupation marocaine», a rappelé le PCF dans un communiqué qui condamne cette décision.

«Cette modification de l'accord entre l'UE et le Maroc ne peut s'appliquer car le Sahara occidental est en droit séparé et distinct du Maroc», a-t-il soutenu, notant que pour contourner cette obligation, la Commission européenne a ignoré l'opposition du Front Polisario, seul représentant du peuple sahraoui, et le rejet des associations de la société

civile. Le PCF a considéré cette décision du Parlement européen de «coup de force» contre la Charte des Nations unies, le droit international et notamment le droit à l'autodétermination des peuples, soulignant que ces modifications au protocole «entérinent l'occupation marocaine et encouragent le pillage des ressources agricoles et de pêche des Sahraouis». Pour ce parti français, ces modifications «mettent en danger les négociations engagées depuis décembre 2018 sous l'égide de l'ONU confortant l'intransigeance de Rabat». Il demande que la Cour européenne de justice émette un nouvel avis, exprimant sa «solidarité» avec le peuple sahraoui et le Front Polisario «dans leur lutte pour le droit à l'autodétermination». Le PCF, a-t-il dit, «continuera à soutenir leurs exigences de combat justice, de liberté et de paix». Le vote de PE est intervenu après un long processus de négociations entre l'UE et les autorités maro-

caines visant à contourner l'arrêt de la CJUE, en passant notamment outre l'impératif du consentement du peuple du Sahara occidental, tel qu'exigé dans l'arrêt de la même cour, rappelle-t-on. Une source diplomatique algérienne à Bruxelles a estimé, dans une déclaration à l'APS, que cette «véritable forfaiture commise ce jour au Parlement européen transgresse de manière outrancière et crasse les arrêts de la CJUE qui a statué sur le caractère «distinct» et «séparé» du territoire du Sahara occidental». Le Front Polisario a condamné fermement, par la voix de son ministre représentant pour l'Europe, Mohamed Sidati, une «décision illégale» et à «courte vue» du Parlement européen, soulignant que «cet acte porte un coup non seulement aux défenseurs des droits humains et au droit international, mais aussi au processus de paix conduit par l'ONU que l'UE prétend elle-même défendre».

R M.



Proche-Orient

Israël annonce frapper des cibles iraniennes en Syrie

■ Israël a indiqué avoir ciblé des positions iraniennes en Syrie, tôt hier, après avoir intercepté dimanche une roquette visant son sol et lancée depuis le territoire syrien.

Par Rima C.

L'armée israélienne «frappe en ce moment», c'est-à-dire au petit matin, la force Quds des Gardiens de la révolution iranienne en Syrie, a-t-elle écrit dans un communiqué, sans davantage de précisions sur le nombre de tirs. Elle a également mis en garde les forces syriennes contre «toute tentative de frapper le territoire ou les forces d'Israël», en référence à la roquette qu'elle dit avoir interceptée dimanche, tirée selon elle depuis le nord du plateau du Golan, territoire syrien. Les médias israéliens avaient parlé d'un missile sol-sol. L'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), a fait état de frappes de missiles israéliens dans le secteur de l'aéroport de Damas et les environs de la capitale. Ces bombardements ont touché des dépôts d'armes vraisemblablement iraniens et appartenant au Hezbollah, la milice chiite libanaise soutenue par Téhéran, selon cette ONG.

Hier matin à Damas, l'agence de presse officielle syrienne Sana a fait savoir que la défense

anti-aérienne syrienne avait riposté dans la nuit de dimanche à hier à de nouveaux tirs «ennemis» contre la Syrie, après des frappes israéliennes menées dimanche dans la journée dans le sud du pays. «Notre défense anti-aérienne a riposté à des objectifs ennemis et en a visé plusieurs», a indiqué Sana sans plus de précisions. L'agence de presse officielle du régime du président Bachar al-Assad a par ailleurs fait part du survol par l'aviation israélienne «au-dessus du territoire libanais et de tirs depuis la Galilée et le lac de Tibériade», indiquant que la défense anti-aérienne avait réussi à intercepter des «dizaines d'objectifs ennemis». Israël a promis d'empêcher l'Iran, son principal ennemi, de se renforcer militairement en Syrie. Au cours des derniers mois, l'armée israélienne a déjà effectué en Syrie des centaines de frappes aériennes contre des objectifs militaires iraniens et contre des armements devant être livrés au Hezbollah. Mais il est rare qu'Israël confirme publiquement avoir mené des frappes en Syrie. «Nous avons une politique bien établie: saper l'enracinement de

l'Iran en Syrie et nuire à qui-conque tente de nous nuire», a déclaré dimanche aux journalistes le Premier ministre Benjamin Netanyahu, lors d'un déplacement au Tchad. Une semaine auparavant, M. Netanyahu avait reconnu que l'aviation israélienne avait effectué deux jours plus tôt un raid contre des «entrepôts d'armes» iraniens dans l'enceinte de l'aéroport international de Damas, une rare confirmation de la part d'un responsable israélien. Certains analystes estiment que le Premier ministre et d'autres responsables israéliens s'expriment plus ouvertement à propos du théâtre syrien afin d'accroître la crédibilité de M. Netanyahu sur le plan sécuritaire à l'approche des élections législatives du 9 avril. Mais ce faisant, Israël risque cependant de s'engager dans une escalade militaire avec la Syrie et l'Iran, mais aussi d'irriter la Russie, soutien du régime de Damas. L'armée russe avait affirmé dimanche: «Quatre avions F-16 des forces armées israéliennes ont tiré des roquettes sur le territoire syrien». Dans ce communiqué, Moscou faisait état de la destruction de «sept roquettes israéliennes» par



PH. > D. R.

la défense anti-aérienne syrienne. La coopération militaire entre l'Etat hébreu et Moscou s'est compliquée depuis un incident en septembre, lorsque la défense anti-aérienne syrienne a par erreur abattu un avion russe lors d'une frappe israélienne. Les quinze militaires russes qui se trouvaient à bord avaient été tués. Moscou a alors équipé Damas du système anti-aérien S-300, plus avancé, ce qui a rendu les opérations israéliennes plus difficiles. Israël essaie depuis de maintenir une coordination avec la Russie tout en conservant

toute latitude pour effectuer des bombardements sur le territoire syrien. Jeudi, des responsables militaires des deux pays ont conclu une série de pourparlers destinés à améliorer leur coordination sur le théâtre syrien déchiré par les conflits. Déclenché en 2011 par la répression sanglante de manifestations prodémocratie par le régime Assad, le conflit syrien s'est complexifié au fil des ans avec l'implication de puissances régionales et étrangères et de groupes jihadistes, sur un territoire morcelé R. C.



Points chauds

Laissez-passer

Par Fouzia Mahmoudi

Il semblerait aujourd'hui qu'Emmanuel Macron soit celui qui ait chargé l'arme qui sert désormais à ses détracteurs à l'attaquer. En effet, plus les détails dérangeants dans l'affaire Benalla font surface dans les médias et plus l'équipe présidentielle, embarrassée, cherche de moyens de se dédouaner. C'est ainsi que le porte-parole du gouvernement, souvent critiqué ces derniers temps par l'opposition comme par une partie de son camp, a expliqué qu'il y avait bien eu des «dysfonctionnements à l'Élysée» dans la gestion de l'affaire et qu'«il faut les régler». «D'ailleurs, c'est ça qui a appelé la réorganisation des services que le président de la République a mis en place rapidement», a-t-il ajouté. La question des possibles anomalies dans le fonctionnement de l'Élysée refait surface régulièrement depuis le début de l'affaire Benalla, en juillet dernier. Malgré les auditions des multiples protagonistes de l'affaire, dont le directeur de cabinet d'Emmanuel Macron, Patrick Strzoda, et le secrétaire général de l'Élysée, Alexis Köhler, il reste encore plusieurs zones d'ombre que la justice doit dorénavant éclaircir. Le porte-parole a souligné qu'il y avait, aux côtés de l'enquête parlementaire, «une mise en examen» d'Alexandre Benalla pour utilisation «sans droit» de ses passeports diplomatiques, l'un des derniers rebondissements de l'affaire révélée par Mediapart. Cette mise en examen permettra à l'autorité judiciaire, selon Benjamin Griveaux, de «dire les responsabilités des uns et des autres qui permettront, entre autres, de faire que ces dysfonctionnements n'arrivent plus. Ils sont insupportables et incompréhensibles pour les Français». Interrogé sur les voyages à l'étranger d'Alexandre Benalla avec ses passeports diplomatiques, après avoir été remercié par l'Élysée fin juillet, Benjamin Griveaux a répondu que les ambassadeurs n'étaient pas «alertés de tout en permanence». «Il faut arrêter les fantasmes. Ce n'est pas Le Bureau des légendes», a affirmé le porte-parole du gouvernement, en faisant référence à la série télévisée mettant en scène des espions de la DGSE. Des dysfonctionnements qui ne font qu'alimenter la colère d'une partie des Français et plus particulièrement des «gilets jaunes» qui continuent de constater les laissez-passer dont bénéficient les personnes proches du pouvoir alors que les Français de la «France d'en bas», eux, sont confrontés à l'implacabilité des réglementations et des lois.

F. M.

Irlande du Nord

Quatre arrestations après l'explosion d'une voiture piégée

Quatre hommes ont été arrêtés après l'explosion d'une voiture piégée samedi à Londonderry en Irlande du Nord, a annoncé dimanche la police, qui attribue l'attaque à un groupe républicain dissident.

Deux suspects d'une vingtaine d'années ont été arrêtés dimanche matin puis deux autres hommes, âgés de 34 et 42 ans, ont été interpellés dimanche soir dans la ville, a annoncé la police d'Irlande du Nord (PSNI).

La police a diffusé plusieurs vidéos sur son compte Twitter, l'une d'elles montrant une personne s'enfuir en courant de la voiture garée. Sur une seconde vidéo, on peut voir un groupe de gens passer près du véhicule quelque temps avant l'explosion. Une troisième vidéo montre l'impressionnante explosion, avec des débris projetés dans les airs et la voiture ravagée par des flammes.

Les enquêteurs pensent que la «nouvelle IRA», branche dissidente de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), est derrière cette attaque.

«Notre principale piste est la nouvelle IRA» a déclaré lors d'un point presse le chef adjoint de la police, Mark Hamilton, décrivant ce groupe comme un «petit

groupe», «largement non représentatif».

La voiture a explosé samedi peu après 20h00 (locale et GMT) devant un tribunal, dans le centre-ville.

«Vers 19h55, des agents en patrouille Bishop street ont repéré un véhicule suspect et étaient en train de faire des vérifications lorsque, environ 5 minutes plus tard, nous avons reçu des informations selon lesquelles un engin avait été déposé au palais de justice», a expliqué Mark Hamilton, cité dans un communiqué de la police.

La police a «immédiatement commencé à évacuer des gens des bâtiments voisins», notamment des centaines de clients d'un hôtel et un grand nombre d'enfants d'un club de jeunes d'une église. L'explosion a eu lieu à 20h10. «Cette attaque était incroyablement dangereuse. Heureusement, les auteurs n'ont fait ni tué ni blessé», a réagi le chef adjoint de la police. La police pense que le véhicule utilisé a été volé à un chauffeur-livreur peu de temps avant l'attaque.

Dimanche matin, la zone de l'incident était toujours fermée et des experts en explosifs de la police et de l'armée restaient sur place.

L'ancienne dirigeante de la

province, Arlene Foster, leader du DUP, petit parti ultra-conservateur nord-irlandais, a dénoncé «un acte de terrorisme vain».

«Il n'y a pas de justification possible pour de tels actes de terreur, qui cherchent à ramener l'Irlande du Nord dans la violence et le conflit», a tweeté le ministre des Affaires étrangères de la République d'Irlande Simon Coveney. La ministre britannique chargée de l'Irlande du Nord, Karen Bradley, a souligné que «cette tentative de perturber les progrès en Irlande du Nord a été condamnée à juste titre par des gens de tous bords». Située à la frontière avec la République d'Irlande, Londonderry, aussi appelée Derry, est une ville tristement célèbre pour le «Bloody Sunday» du 30 janvier 1972. Des soldats britanniques avaient alors ouvert le feu contre des participants à une marche pacifique, faisant au total 14 morts.

Le conflit entre républicains nationalistes et loyalistes unionistes avait ensanglanté l'Irlande du Nord pendant trois décennies, mais en 1998 l'accord du Vendredi Saint avait mis fin à ce bain de sang, notamment en supprimant les postes de contrôle militaires à la frontière.



Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou

«Jusqu'à la fin des temps» de Yasmine Chouikh en compétition

■ Prévu du 23 février au 2 mars prochains dans la capitale burkinabé, la 26^e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco) verra la participation du long métrage de fiction «Jusqu'à la fin des temps», de la réalisatrice Yasmine Chouikh, en compétition officielle. Cette manifestation filmique est très attendue par les passionnés et professionnels du cinéma en Afrique.

Par Abia Selles

Le long métrage de fiction «Jusqu'à la fin des temps», de la réalisatrice Yasmine Chouikh, est le seul film qui représente l'Algérie en compétition officielle de la 26^e édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco). Prévu du 23 février au 2 mars prochains dans la capitale burkinabé, cet événement attire chaque année un grand nombre de passionnés et professionnels du cinéma en Afrique. Même les médias européens accordent un grand intérêt à ce festival qui met en valeur des productions filmiques de haut niveau. Cet événement est aussi une référence pour suivre l'évolu-

tion du cinéma en Afrique, confirmant des spécialistes de différentes nationalités.

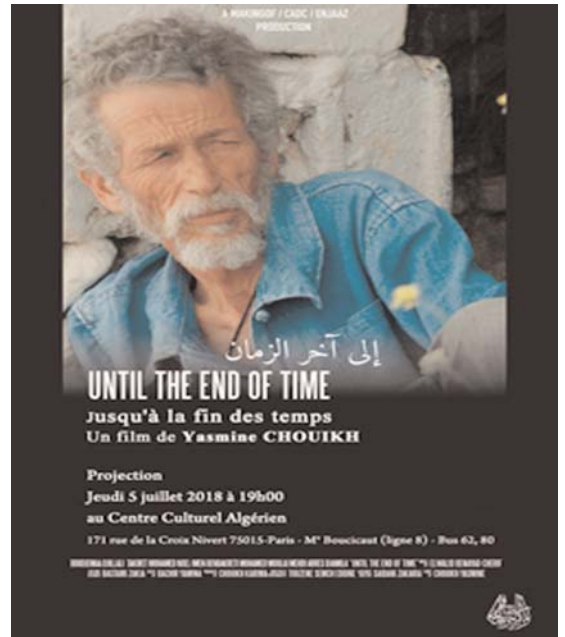
«Jusqu'à la fin des temps» de Yasmine Chouikh sera en lice pour l'Étalon d'Or de Yenenga avec dix-neuf autres films en provenance de seize pays, dont «Hakillan» du Burkinabé Issiaka Konaté, «Les armes miraculeuses» du Camerounais Jean-Pierre Bekolo, «Les charognards» des Burkinabés Abdoulaye Dao et Hervé Eric Lengani, ou encore «Fatwa» du Tunisien Mahmoud Ben Mahmoud. Les organisateurs de cette nouvelle édition du Festival confirment que la compétition ne sera pas facile cette année.

Sorti en 2017, «Jusqu'à la fin des temps» aborde une aventure amoureuse inaboutie née dans

un cimetière. Ce premier long métrage de Yasmine Chouikh a d'abord brillé au Festival d'Oran du film arabe et celui du Film méditerranéen de Annaba en décrochant le «Annab d'or» et le «Whir d'or», avant de faire parler de lui à l'étranger.

Au Festival international du film de Mascate, le film a emporté le «Khindjar d'or», la plus haute distinction, ainsi que les prix de la critique et de la meilleure interprétation masculine revenu à Djilali Boudjemâa, également distingué au 12^e Festival international du film de femmes de Salé (nord du Maroc) pour le même film.

Le Rwanda est l'invité d'honneur de l'édition 2019 qui célèbre également le 50^e anniversaire de la création du Fespaco.



Il est à noter que le Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou

(Fespaco) œuvre depuis sa création à la promotion du cinéma africain et à la création d'une plateforme d'échange entre cinéastes du continent. C'est aussi un espace où les participants font connaître la culture de leur pays.

A. S.

Prix Yamina-Mechakra

Djamila Talbaoui, Hédia Bensalhi et Kayssa Khalifi lauréates

Les écrivaines Djamila Talbaoui, Hédia Bensalhi et Kayssa Khalifi ont décroché le Prix littéraire Yamina-Mechakra, chacune dans sa langue d'écriture, lors d'une cérémonie organisée dimanche à Alger.

Le Prix Yamina-Mechakra en langue arabe est revenu à Djamila Talbaoui pour son roman «Qalb El Isbani» (Le cœur de l'Espagnol), paru aux éditions «El

Watan El Yaoum», le Prix du roman en français a été attribué à Hédia Bensalhi pour son ouvrage «Orages» édité chez «Frantz-Fanon», celui du roman en tamazight est revenu à Kayssa Khalifi, auteure de «Ihulfan», décédée en juin 2018.

Institué en septembre dernier lors de la tenue des premières «Rencontres annuelles Méditerranée Afrique des jeunes

écrivaines», le Prix Yamina-Mechakra récompense les œuvres littéraires d'écrivaines algériennes, en arabe, tamazight et français. Il rend hommage à Yamina Mechakra (1949-2013), psychiatre et auteure de «La grotte éclatée» (1979) et de «Arris» (1999).

Le prix a été attribué par un jury exclusivement féminin, composé de Rabia Djelti pour la

langue arabe, Lynda Koudache (tamazight) et Maïssa Bey (français), lors d'une cérémonie organisée au Palais de la culture Moufidi-Zakaria, en présence du ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi.

Doté de 500 000 DA pour chacune des trois catégories, il sera désormais attribué tous les mois de janvier, selon les organisateurs.

M. K.

Grand Prix littéraire Mohamed-Dib

Un appel à candidature lancé

Un appel à candidature est lancé dans le cadre du Grand prix littéraire Mohamed-Dib. Ce prix récompense chaque année le meilleur recueil de nouvelles ou roman dans les trois langues d'usage en Algérie. C'est après la tenue d'une seizième édition en novembre dernier que le Grand prix littéraire Mohamed-Dib se remet sur les rails. Comme à son habitude, c'est un roman ou un recueil de nouvelles que le conseil honorerait suivant les trois catégories : français, arabe et amazigh.

Devant obligatoirement dépasser 100 pages, l'œuvre

doit aussi obéir à certaines contraintes, à savoir être publiée pour la première fois auprès d'une maison d'édition algérienne, être éditée entre le premier octobre 2018 et le 5 janvier 2020, ne pas être déposée à titre posthume et ne pas avoir déjà été refusée lors d'une précédente sélection.

Le dossier de candidature doit contenir une demande de participation manuscrite scannée et signée, une fiche de renseignements contenant nom, prénom, date et lieu de naissance, coordonnées, en plus d'un CV axé sur l'activité d'écriture,

une photo du candidat ainsi qu'un descriptif d'une page de l'œuvre proposée.

Rappelons que ce dossier doit s'accompagner de l'envoi de l'œuvre en version PDF avec la couverture scannée à contact@lagrandemaison-dib.com, et de l'envoi de deux exemplaires papiers à l'adresse suivante : Association culturelle La Grande Maison. EL Mechouar- BP 364. Tlemcen 13000

Notez que l'ensemble de la procédure doit s'effectuer avant le 7 janvier 2020.

L. B.

«Symphonie du nouveau monde» à l'Opéra d'Alger

Une soirée à ne pas rater

Alger accueillera une soirée consacrée à l'Orchestre symphonique de l'Opéra sous l'étiquette «Symphonie du nouveau monde» le dimanche 27 janvier 2019. C'est à l'Opéra d'Alger que se déroulera la soirée «Symphonie du nouveau

monde». Celle-ci mettra en avant les talents de l'Orchestre symphonique de l'opéra. Avec à sa tête le maestro reconnu Amine Kouider ainsi que le soliste Yacine Kheddaoui, la formation entend reprendre quelques classiques du genre.

Ainsi, la représentation revisitera Anton Dvorak, et mettra en avant le Bouzouki, instrument national grec. Rappelons que la soirée débutera à 19h30 à l'Opéra d'Alger même. Les tarifs d'entrée sont fixés à 800 DA (point de vente à l'Opéra).

Institut culturel Français Un spectacle de jazz fusion se prépare à Alger

UN GROUPE de jazz fusion donnera un concert à Alger à l'occasion de la Saint-Valentin, le 14 février prochain. C'est à l'Institut Français d'Alger que le groupe «Ishkero» fera rimer la journée des amoureux avec des tonalités de jazz fusionné à du funk, dans un cadre totalement instrumental. Formé peu avant 2016, le groupe se fit connaître avec un premier EP. Celui-ci leur permit de se faire un nom sur la scène parisienne du genre, mais aussi d'entamer une tournée au Portugal. Avec Adrien Duterte à la flûte, Tao Ehrlich à la batterie, Gasq Victor à la guitare, mais aussi Antoine Vidal à la basse ou encore Arnaud Forestier aux claviers, la bande de copains constitue l'osmose parfaite pour une fusion jazz idéale. À découvrir à l'Institut Français même à partir de 19h30. L'accès s'y fera après réservation en écrivant à : jazzfusionishkero2019.alger@if-algerie.com (Date limite le 13 février).

AGEND'ART

Salle Ibn-Zeydoun de Riadh El-Feth

Judi 24 janvier à 19h30 :

L'Institut français d'Alger, l'Institut Cervantès d'Alger et le Cluster Eunice Algérie, en collaboration avec l'ambassade de France, l'ambassade d'Espagne en Algérie et le ministère de la Culture algérien, organisent un concert d'Amancio Prada. Les tickets sont disponibles à la salle Ibn Zeydoun. Prix : 500 DA
La Coupole (Dely Brahim)

1^{er} février :

Le grand artiste d'expression amazighe Lounis Ait Menguellet anime un spectacle musical.

Complexe Culturel Abdelwahab-Salim (Chenoua, Tipasa)

Jusqu'au 31 janvier à partir de 14h :

Exposition de toiles artistiques autour du patrimoine amazigh avec la participation des artistes Benbouta Sid Ali et Tadjine Abdelghani.

Galerie d'arts Le Paon (Centre des arts de Riadh El Feth)

Du 26 janvier au 15 février 2019 :

Exposition collective d'arts plastiques «Alwan 2019», avec les artistes Abderrahmane Azougli, Djahida Houader, Slimane Boucetta, Yasmina Sadoun et Abderrahmane Kahlane. Vernissage le samedi 26 janvier, à partir de 14h.

Musée Ahmed-Zabana d'Oran
Jusqu'au 31 janvier :
Exposition variée sur la culture amazighe.



Avec 8 victoires de suite Le CS Constantine intraitable

LE CS CONSTANTINE, net vainqueur (3-0) du TP Mazembe (RD Congo) lors de la 2^e journée de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique de football (groupe C), continue son impressionnante série d'invincibilité, enregistrant samedi soir sa 8^e victoire de suite sous Denis Lavagne. La dernière défaite des gars de «Cirta» remonte au 15 novembre 2018 devant l'USM Alger (1-2), lors de la 15^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis. En restant invaincu durant près de 10 semaines (série en cours), toutes compétitions confondues (Championnat, Coupe d'Algérie et Ligue des champions d'Afrique), le CSC a remonté progressivement la pente, après un début de saison catastrophique qui a précipité le départ de l'entraîneur Abdelkader Amrani. Ce dernier a laissé l'équipe, pourtant championne d'Algérie en titre, à une modeste 9^e place avec 16 pts, avant d'être remplacé début décembre par le Français Denis Lavagne. Mercredi en 8^e de finale de la Coupe d'Algérie devant le MB Rouissat, le club constantinois pourrait améliorer ses statistiques et atteindre la 10^e semaine sans défaite, d'autant plus que cette performance est agrémentée par la prestation de son keeper Rahmani qui n'a encaissé qu'un seul but lors de ces 8 victoires, inscrit par le sociétaire de la Régionale, le RC Bougaâ (1-3) en 32^e de finale de la Coupe d'Algérie. Les «Noir et Vert», qui s'illustrent sur tous les

fronts, constituent désormais une sérieuse menace, aussi bien pour les clubs algériens qu'africains. Sur le plan national, le CSC, qui s'est hissé à la 4^e place au classement général avec un total de 25 pts et deux matches en moins, vise désormais le podium, une tâche largement à sa portée qui lui ouvrirait, la saison prochaine, toutes grandes les portes d'une nouvelle participation continentale ou régionale. En Coupe d'Algérie, le CSC a affronté des adversaires de moindre calibre, en l'occurrence le RC Bougaâ (32^e de finale) et l'IB Lakhadria, club de division amateur (16^e) qu'il a difficilement battu (1-0). En Ligue des champions, le club cher aux «Sanafirs» a surpris plus d'un en allant battre pour sa première sortie en phase de poules, le Club Africain de Tunis à Sousse (1-0), avant de laminer devant une assistance record, le prestigieux club congolais du Tout-Puissant Mazembé, dans une rencontre qui a vu l'illustration du stratège Abdennour Belkheir, surnommé «Agüero», qui fut sans conteste l'homme du match. A l'issue de la 2^e journée du groupe C, le CSC occupe les devants de la scène avec 6 points, laissant derrière le TP Mazembe (3 pts), en attendant la décision de la Confédération africaine de football concernant le match Al-Ismaïly d'Egypte-Club Africain, arrêté à la 84^e minute pour jets de projectiles, alors que les Tunisiens menaient 2-1.

Coupe d'Algérie/Huitièmes de finale

Le derby de la capitale en vedette

■ Le derby de la capitale entre le Nasr d'Hussein-Dey et le Mouloudia d'Alger sera le choc de ces huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie qui ont débuté hier. Ainsi, le Nasria qui vient de décrocher son billet pour la phase des poules de la Coupe de la CAF, souhaite continuer sur cette lancée et ajouter un autre succès qui lui permettra de poursuivre son aventure dans l'épreuve populaire, surtout que le club vise un trophée cette saison.

Par Mahfoud M.

Les Sang et Or veulent aussi leur revanche, eux qui avaient perdu la finale il y a deux saisons face à ce même adversaire. Certes, la mission sera très difficile pour les Nahdistes même s'ils jouent à domicile, sachant que le MCA est habitué à ce genre de rendez-vous et est le recordman de l'épreuve en compagnie de l'USMA et de l'ESS. Le «Doyen» veut sauver sa saison et cela passe par une victoire finale en Coupe d'Algérie, sachant qu'il lui sera difficile de rester dans la course pour un titre de champion d'Algérie, avec la grande concurrence des autres formations. Les Vert et Rouge se présenteront avec un esprit de conquérant et feront tout pour repartir avec la victoire. Il y aura aussi un autre derby pour ce tour, c'est le match qui mettra aux prises le Paradou AC à l'USM El Harrach. Les gars du PAC qui sont sur une belle lancée après avoir gagné face à l'ESS, se donneront à fond pour continuer l'aventure en Coupe, mais ils devront faire très attention à cette équipe harrachie qui revient en force et a réussi à battre le MCEE chez lui en Ligue II. Le choc le plus attrayant sera aussi cette rencontre entre les deux recordmen de l'épreuve, à savoir, l'Entente de Sétif et l'USM Alger, qui se rencontreront au stade du 8-Mai de Sétif. Pas per-



NAHD-MCA, un choc qui promet

formant en championnat, l'Aigle Noir fera tout son possible pour l'emporter et se qualifier pour les quarts. Toutefois, sa mission sera délicate face à l'actuel leader de la Ligue I qui souhaite continuer à jouer sur les deux tableaux (Championnat et Coupe). Les Rouge et Noir se présenteront sans aucun complexe et feront tout pour l'emporter et passer au prochain tour. Enfin, le MB Rouissat reçoit le CS Constantine dans une empoi-

gnade qui promet, même si les Sanafirs reviennent en force et réussissent de belles choses en Ligue des champions, avec le dernier succès face au TP Mazembé. M. M.

Le programme :
Mardi 22 janvier :
PAC-USMH (14h30)
ESS-USMA (17h)
Mercredi 23 janvier :
MBR-CSC (14h30)
NAHD-MCA (15h)

Athlétisme/Championnats méditerranéens U23 en salle

La fédération montre son satisfecit

LE DIRECTEUR des équipes nationales (DEN), Abdelkrim Sadou, s'est félicité des performances réalisées par l'athlétisme algérien lors des Championnats méditerranéens des U23, disputés samedi à Miramas (France), où le sprinteur Slimane Moula a remporté le 400m et Amine Bouanani a pris la médaille de bronze sur le 60m haies. Félicitant les deux athlètes qui ont «honorablement représenté les couleurs nationales dans cette compétition», le DEN à la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA) a indiqué que Slimane Moula, «en remportant cette médaille d'or, confirme qu'il reste une valeur certaine de notre athlétisme et ira loin avec une prise en charge et un suivi adéquat». «Il ne s'est pas posé de question, et comme lors de la série qu'il avait remportée, il s'est dès le départ porté en tête pour imposer sa cadence après 200 m de course (...) Moula n'a rien lâché dans cette épreuve qui constitue sa première sortie en salle où il faut une certaine expérience pour surpasser les difficultés de l'inclinaison et autres», a-t-il ajouté sur le site de la FAA. Moula s'est imposé en 48.03 devant le Portugais Joao Coelho en 48.15 et le Français Saïdy Fabrisio (48.43). Concernant Amine Bouanani qui a pris le bronze sur

le 60m haies en signant 7.95, derrière les Français Kwaou-Mathey Just (7.90) et Romain Lecodeur (7.91), le Directeur des équipes nationales a estimé que l'athlète a réalisé «une belle course qui a été un peu courte pour lui car sur un 110m haies il aurait facilement gagné».

Coupe de la Confédération (16^{es} de finale bis/retour) NAHD - Ahly Benghazi (3-1) Les «Sang et Or» passent et joueront le Zamalek en phase de poules

Réaliste et surtout efficace, le NA Hussein-Dey a décroché ce dimanche une qualification méritée pour la phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine de football (CAF), en battant les Libyens du Ahly Benghazi 3 à 1 (mi-temps : 1-0) au stade du 5-Juillet d'Alger, en 16^e de finale bis (retour) de la compétition. Lors de la première période, les débats étaient relativement équilibrés. La première action est à mettre à l'actif des visiteurs. Le gardien de but du Nasria, Kheireddine Boussouf (18^e) a dû étaler tout son métier pour repousser un tir puissant en pleine surface. La réaction des «Sang et Or» était rapide. Quatre minutes plus tard (22^e), le tir du buteur maison Ahmed Gasmî trouve le poteau gauche du portier libyen Djawad Rizk. Les tentatives du NAHD ont fini par payer. Suite à un corner, Chouiter (34^e) reprend d'abord de la tête

avant de pousser le ballon dans les filets, devant la passivité de la défense du Ahly Benghazi. Après la pause, les Libyens sont revenus avec des intentions offensives, ce qui leur a permis d'égaliser. Le défenseur du Nasria Imad Azzi a détourné le ballon dans ses propres filets (46^e), suite à un coup franc direct sur le côté droit de Boussouf. Loin d'abdiquer, les Algérois ont obtenu un penalty transformé par Gasmî (55^e). Accentuant davantage leur domination, les joueurs de l'entraîneur Mohamed Lacet se sont rués vers le camp adverse, un pressing qui a fini par pousser les Libyens à concéder un troisième but, toujours grâce à Gasmî (67^e). Servi dos au but par Harrag, le goleador nahdiste réussit à se retourner pour marquer le but de la délivrance. Grâce à sa maîtrise dans le jeu, le NAHD a réussi à anéantir les rares occasions du Ahly Benghazi et du

coup préserver son précieux avantage jusqu'au sifflet final de l'arbitre djiboutien Souleiman Ahmad Djamel, dont les décisions ont été largement contestées par les Libyens. Ce match serait le dernier pour l'entraîneur Mohamed Lacet, qui a annoncé son retrait de la barre technique mardi dernier, à l'issue de la défaite concédée dans le derby face à l'USM Alger (4-1) en championnat. Le NAHD enchaîne mercredi prochain en accueillant le MC Alger en 1/8^e de finale de la Coupe d'Algérie. Par ailleurs et après le tirage au sort effectué hier au siège de la CAF, le NAHD est tombé dans un groupe difficile, puisqu'il jouera aux côtés de Ghor Mahia du Kenya, Zamalek de l'Egypte et Petro Atlético de l'Angola.

M. M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Tizi Ouzou

Un homme retrouvé mort assassiné non loin de son commerce

UN HOMME a été retrouvé, hier matin, mort assassiné à l'arme blanche au niveau du lotissement Anar Ammellal (sortie sud de Tizi Ouzou). La victime, âgée de 44 ans, commerçant de son état, a été découverte à

quelques centaines de mètres de son commerce peu avant 8h. Une enquête a été ouverte par les éléments de la Sûreté nationale pour identifier le ou les auteurs du crime.

Hamid M.

Gaz naturel

Ould Kaddour relève l'impératif de stabiliser la consommation nationale

LE P-DG du groupe Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, a insisté hier sur l'impératif de stabiliser la consommation locale en gaz naturel, qui est en accroissement continu. «On a un mode de consommation de gaz exponentiel. On ne peut pas continuer à consommer autant de gaz et aussi rapidement. Le véritable challenge que nous devons relever est de stabiliser la consommation locale en ce produit énergétique», a avisé M. Ould Kaddour lors d'un point de presse tenu à l'issue de la cérémonie de signature d'un contrat avec une compagnie chinoise dans le domaine d'infrastructure maritime des hydrocarbures. Le P-dg de Sonatrach répondait à une question sur les quantités de gaz exportées par l'Algérie en 2018, jugeant ainsi

important de se focaliser plutôt sur un «problème de fond» qui est, en l'occurrence, «comment pouvoir stabiliser la consommation nationale en gaz». Dans ce sillage, il a indiqué que l'Algérie, dont la production actuelle de gaz naturel oscille entre 130 et 140 milliards de m³, a exporté en 2018 pour une quantité qui tourne autour de 50 milliards de m³, soit quasiment la même quantité que celle exportée en 2017. Pour rappel, les chiffres du ministère de l'Energie indiquent que la production actuelle de l'Algérie en gaz naturel est de 130 milliards de m³, répartie entre 50 milliards de m³ destinés à la consommation interne, 50 milliards de m³ réservés à l'exportation et 30 milliards de m³ consacrés à l'activité des puits pétroliers.

L. M.

Pétrole

Le Brent à plus de 62 dollars

LES PRIX du pétrole se stabilisaient hier en cours d'échanges européens, le rebond enregistré depuis le début de l'année s'esoufflant avec une économie chinoise pâlisante. Ce lundi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait 62,58 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 12 cents par rapport à la clôture de vendredi. Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de février cédait 11 cents, à 53,69 dollars. En cours d'échanges asiatiques, le Brent a atteint 63,10 dollars le baril et le WTI 54,17 dollars, à leur plus haut niveau depuis un mois et demi, profitant d'une production record d'essence des raffineries chinoises. «Les raffineries ont traité 12,12 millions de barils par jour en 2018, contre 11,40 millions l'année précédente», ont souligné les analystes, qui notent donc que la consommation de brut de la Chine continue d'augmenter alors que sa production stagne, à 3,8 millions de barils par jour. Mais les perspectives du premier importateur d'or noir s'assom-

brissent. La croissance de la Chine a ralenti tout au long de 2018, pour atteindre son plus faible niveau en 28 ans sur l'ensemble de l'année. La hausse du Produit intérieur brut (PIB) a été de +6,6% l'année dernière, a annoncé lundi le Bureau national des statistiques (BNS). «Les promesses de mesure gouvernementales de soutien à l'économie aident à apaiser les craintes que ce ralentissement ne continue, mais le fait est qu'il faudrait que les négociations commerciales avec les Etats-Unis aboutissent pour complètement rassurer le marché», a estimé Josh Mahony, analyste. Dernier élément à retenir l'attention des marchés, le nombre de puits actifs aux Etats-Unis a chuté au fil de la semaine achevée le 18 janvier, selon les données publiées par l'entreprise Baker Hughes vendredi après la clôture du marché. Cependant, avec 21 puits de pétrole actifs en moins, «la baisse est en ligne avec nos attentes, vu que cet indicateur a toujours du retard sur le prix du WTI, qui avait chuté il y a trois mois», ont jugé les analystes, qui ne prévoient pas d'effet majeur sur la production américaine.

Salim Y.

pouvoir d'achat des Algériens



Loumis

Djalou@hotmail.com

Un taux de suivi de plus de 50% dans les établissements scolaires

Le Cla dénonce : «Des directeurs ont interdit aux enseignants de faire grève»

■ Contacté hier par téléphone, le secrétaire général du Conseil des lycées d'Algérie (Cla) a indiqué que dans les différents établissements éducatifs le débrayage a enregistré un taux de suivi global de plus de 56% durant la matinée et que la grève s'est passée dans le calme, ajoutant qu'à Alger-Ouest certains directeurs ont interdit aux enseignants de faire grève.

Par Thinhinene Khouchi

Selon le secrétaire général du Conseil des lycées d'Algérie, c'est à Alger-Centre, Oran, Khenchela, El Bayad que l'adhésion au mouvement de grève a été largement suivie, ajoutant que le taux le plus faible a été enregistré dans le Sud, notamment à Ghardaïa, Tamanrasset et Adrar où le taux d'enseignants adhérant au mouvement syndical est très faible. Idir Achour a ensuite affirmé que le taux de suivi de ce mouvement auquel a appelé un collectif des syndicats autonomes du secteur de l'Education à l'appui de revendications à caractère socio-professionnel et pédagogique, outre la révision du statut particulier du secteur et la révision de la loi sur la retraite «s'est élevé à 56,66% durant la matinée, espérant qu'il va augmenter durant l'après-midi». Notre interlocuteur a assuré que les enseignants grévistes, dans la majorité des établissements éducatifs du pays «n'ont rencontré aucun problème à l'exception de certains établissements à Alger-Ouest où des directeurs ont interdit aux enseignants de jouer

de leur droit de faire grève», ajoutant : «On tentera de comprendre ce qui s'est passé dans ces écoles». Le SG du Cla a ensuite confié que le sit-in de demain aura lieu à partir de 14 h devant les directions régionales de l'éducation. De son côté, la ministre de l'Education nationale avait assuré, à ce propos que «les portes du dialogue sont toujours ouvertes et n'ont jamais été fermées», précisant : «Je crois au dialogue et non aux menaces et toute tentative de perturber et de créer des troubles peut obliger le ministère à prendre des mesures de précaution, y compris le recours à des enseignants contractants ou temporaires si nécessaire». La ministre avait en outre indiqué lors de sa visite d'inspection à Oran qu'un «projet de procès-verbal a été remis aux différentes organisations syndicales avec qui son ministère a entamé des dialogues». «Ces syndicats pourront par la suite faire des propositions». La ministre a assuré que «près de 98% des propositions, pertinentes d'ailleurs, formulées par les syndicats ont été prises en considération», relevant, toutefois, l'impossibilité de satisfaire

certaines revendications. Enfin, pour rappel, le collectif des syndicats autonomes du secteur de l'Education compte 6 syndicats, à savoir l'Union nationale du personnel de l'éducation et de la formation (Unpef), le Syndicat autonome des travailleurs de l'éducation et de la formation (Satef), le Conseil des lycées d'Algérie (Cla), le Syndicat national autonome des professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest) et le Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE). Le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'Education (Cnapest), qui a décidé récemment de ne pas prendre part à la grève pour des raisons internes avait décidé de recourir à nouveau à la grève, suivie de plusieurs sit-in devant les directions régionales de l'éducation «car le ministère avait refusé le dialogue autour de la plateforme de revendications» portant essentiellement sur la révision du statut particulier du secteur, le respect de la liberté de l'activité syndicale et la révision de la loi sur la retraite.

T. K.